

**Assemblée générale**

Soixantième session

25^e séance plénièreLundi, 2 octobre 2006, à 15 heures
New York*Documents officiels*

Président : M^{me} Al-Khalifa (Bahreïn)

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 102 de l'ordre du jour (suite)**Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/61/1 et Corr.1)**

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Dans son rapport, le Secrétaire général signale à juste titre que l'ONU étant l'instance intergouvernementale à compétence universelle la plus représentative qui soit, son rôle unique de coordination des efforts de paix ne fait que s'accroître dans le contexte actuel de la mondialisation.

Le nombre des Casques bleus déployés dans les zones de conflit en augmentation constante atteint le chiffre record de 88 000. L'instabilité persiste au Moyen-Orient. Les tensions en Iraq continuent de compromettre la stabilité régionale et mondiale. Au Kosovo, la situation reste inextricable du fait des problèmes liés à la définition du statut. Les différents conflits qui sévissent sur le continent africain exigent l'attention accrue de la communauté internationale. La menace terroriste s'exacerbe.

Voilà pourquoi l'une des tâches clefs de l'Organisation est de renforcer les moyens dont elle dispose pour apporter une réponse collective aux dangers et aux défis actuels mais aussi pour les prévenir. En sa qualité de Président du Groupe des Huit, la Fédération de Russie accorde à cette question un intérêt prioritaire.

Face aux grands dangers et défis actuels, il importe de consolider les initiatives collectives prises sur la scène politique internationale et d'améliorer encore les instruments de la diplomatie multilatérale. Ce n'est qu'en agissant de concert, sous la houlette de l'ONU, que l'on parviendra à assurer la sécurité à l'échelle mondiale dans le nouveau système multipolaire des relations internationales. Cet effort devrait pour l'essentiel consister à renforcer le dialogue entre les civilisations.

Si beaucoup a déjà été fait en vue d'adapter les mécanismes et les méthodes de travail de l'ONU aux nouvelles réalités, conformément aux décisions prises lors du Sommet de 2005, il n'en faut pas moins poursuivre les efforts. Les décisions relatives à la réforme de l'ONU doivent principalement viser à accroître l'efficacité de l'Organisation et à affermir sa place au cœur des efforts de paix sans pour autant nuire au caractère intergouvernemental de cette institution sans égale. Cela suppose que les États Membres arrivent au consensus le plus large possible sur tous les aspects de cette réorganisation.

De même, des efforts collectifs s'imposent dans le domaine du maintien de la paix, où les potentialités exceptionnelles de l'ONU sont de plus en plus sollicitées. Comme le fait judicieusement remarquer le Secrétaire général, elles ne sont pas pleinement mises à profit. Il conviendrait donc d'exploiter le potentiel du Comité d'état-major et des organisations régionales,

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

La mise en place de la Commission de consolidation de la paix devrait permettre d'accroître la coordination et l'efficacité de l'aide internationale fournie aux pays sortant d'une crise. Nous attachons une grande importance au bon fonctionnement de cet organe intergouvernemental. Nous avons l'intention de prendre une part active à ses travaux.

L'impasse dans laquelle se trouve actuellement le désarmement international ne concourt guère à résoudre les problèmes posés par la non-prolifération. Sachant qu'il y va de la sécurité collective, il faut prendre des mesures collectives.

Au rang des priorités figurent, selon nous, l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), la prévention du déploiement d'armes dans l'espace, la réalisation d'un accord global sur cette question, la conclusion d'un traité interdisant la fabrication de matières fissiles pour la fabrication d'armes ainsi que la sécurisation de l'information au niveau international. Il importe également de redynamiser les efforts multilatéraux de désarmement et de contrôle des armements dans le cadre de la Conférence du désarmement et des organes compétents de l'ONU.

Nous attachons une importance absolue à la question de la primauté du droit. La pleine application de ce principe dans les relations internationales est le garant de la stabilité mondiale. L'un de ses éléments fondamentaux est la lutte contre l'impunité. Dans ce domaine, la responsabilité principale appartient aux gouvernements nationaux qui doivent pouvoir, au besoin, solliciter l'aide de l'Organisation. Nous pensons, comme le Secrétaire général, que la lutte contre l'impunité et les processus de paix doivent être complémentaires.

De notre point de vue, le bilan de la justice internationale n'est pas entièrement concluant. Ainsi, les activités du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ont mis au jour de graves lacunes : la politisation des décisions et le coût exorbitant des procès. Nous plaçons de grands espoirs dans la Cour pénale internationale. Nous espérons que les travaux de cet organe judiciaire contribueront grandement à la lutte contre l'impunité.

La Russie considère la lutte contre le terrorisme international comme un aspect essentiel de la

formation d'un système de sécurité efficace, dans lequel un rôle central de coordination revient à l'ONU. La Stratégie antiterroriste internationale récemment adoptée offre de grandes possibilités de renforcer judicieusement le travail systémique de la communauté internationale contre la terreur. Nous souscrivons à ce que dit le rapport concernant la nécessité de renforcer les capacités antiterroristes des États grâce à la mise en place d'un mécanisme efficace d'aide technique. Nous estimons toutefois que l'accent doit surtout être mis sur l'amélioration qualitative du dialogue entre les États et les comités du Conseil de sécurité chargés de la lutte contre le terrorisme ainsi que sur le renforcement des capacités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Nous convenons que, après l'adoption de la Stratégie antiterroriste mondiale, il est à présent primordial de mettre la touche finale au projet de convention générale sur le terrorisme international. Pour y parvenir au plus vite, il faut redoubler d'efforts.

Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits de l'analyse des activités de l'Organisation en matière de promotion et de défense des droits de l'homme et souscrivons en particulier à la nécessité de créer des systèmes nationaux dans ce domaine ou de les renforcer. Cela devrait contribuer à affermir le régime international de protection des droits de l'homme, ce qui, nous en sommes fermement convaincus, constitue sur le long terme la première des priorités dans ce domaine.

Incontestablement, il y a lieu de se féliciter de la création, par le Conseil des droits de l'homme, de deux groupes de travail intergouvernementaux intersessions à composition non limitée chargés d'élaborer un mécanisme d'examen périodique universel et d'optimiser le système de procédures spéciales, tous deux hérités de la Commission des droits de l'homme. Nous espérons que les groupes de travail parviendront enfin à entamer leurs travaux dans le format proposé, comme prévu par les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil à sa première session, sans pour autant se limiter à des consultations officieuses sur l'examen des questions relevant de leur compétence.

Aujourd'hui plus que jamais, l'attention se porte sur le développement et le renforcement de la démocratie, sur la coopération de l'ONU avec la société civile pour un grand nombre des questions inscrites à l'ordre du jour international et, vu leur

importance et leur étendue, ce sont des questions qui méritent un examen particulier.

J'insiste sur le fait qu'il est indispensable d'examiner toutes ces questions dans la transparence, l'impartialité et l'objectivité et dans le respect de la Charte des Nations Unies, fondée sur les principes d'universalité.

Dans l'ensemble, nous partageons l'analyse positive du Secrétaire général sur le travail accompli conformément aux décisions adoptées au Sommet en vue d'accroître l'efficacité des activités socioéconomiques du système des Nations Unies et de l'action menée au titre de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Il convient néanmoins d'utiliser plus judicieusement le potentiel de l'Organisation, notamment au niveau opérationnel, afin de venir en aide aux pays dans le besoin. Nous jugeons inacceptable la politisation des activités des fonds et programmes de l'ONU. Nous attirons l'attention sur la nécessité de résoudre la question de la cohésion à l'échelle du système et attendons avec intérêt le rapport du Groupe de haut niveau chargé de la question. Nous sommes prêts à examiner toutes les propositions réalistes.

Nous notons avec satisfaction que la question du développement durable et les problèmes de santé d'envergure mondiale occupent une place de choix dans le rapport. Nous pensons comme le Secrétaire général que, face à la fréquence accrue des catastrophes naturelles, il est indispensable de renforcer les capacités de réduction des risques et de préparation aux catastrophes. Pour notre part, nous comptons contribuer concrètement au règlement des graves problèmes mondiaux que sont les changements climatiques, l'éradication des maladies infectieuses et la fourniture d'énergie durable. Ces deux dernières questions sont des priorités pour la présidence russe du Groupe des Huit.

Le rapport rend relativement bien compte des questions humanitaires. Il met judicieusement l'accent sur la création du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, chargé d'assurer l'accès aux ressources financières requises pour sauver des vies aux premières étapes de l'intervention humanitaire et pour la planification d'opérations à long terme.

Il importe à notre avis, que l'Assemblée tienne compte, en mettant au point le projet de résolution pertinent, de l'avis du Secrétaire général, selon lequel la formule des « groupes thématiques » renforce la

cohésion des activités humanitaires sur le terrain. De notre point de vue, les obstacles à la coordination des activités humanitaires sur le terrain, signalés dans le rapport sont liés à la tâche complexe consistant à mettre au point des dispositifs viables de coopération avec les autorités nationales sans porter atteinte au droit souverain de l'État en question de définir les priorités de l'intervention humanitaire et les modalités de l'assistance.

Nous approuvons les recommandations sur l'appui que la communauté internationale doit apporter, en vertu de ses obligations, à l'exécution du programme du NEPAD, notamment sur le plan de l'allègement de la dette et de la lutte contre le VIH/sida.

Il est pour nous très important que le fonctionnement des entités administratives, financières et directrices de l'ONU soit amélioré dans le sens de l'efficacité et de la transparence et que les décisions de l'Assemblée générale relatives à la réforme de l'Organisation soient mises en œuvre. Il importe que la réforme en cours contribue à accroître la performance du Secrétariat, le professionnalisme et l'efficacité du personnel et l'obligation de rendre compte aux États Membres.

M. McNee (Canada) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de commencer en rendant hommage au Secrétaire général pour son excellent rapport sur le l'activité de l'Organisation, rapport dans lequel il nous a encore une fois offert une vision de l'avenir, ainsi qu'une feuille de route pour la matérialiser. Comme son mandat de Secrétaire général tire à sa fin, il est approprié que le rapport fasse aussi le bilan de nos réalisations collectives à ce jour. Ainsi, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le Secrétaire général quitte une Organisation plus forte et plus efficace que celle qui l'a accueilli voilà maintenant 10 ans. Nous le remercions pour sa persévérance et son énergie, ainsi que pour la clarté des objectifs qu'il a fixés.

Le rapport du Secrétaire général confirme avant tout que la réforme n'est pas un changement ponctuel, mais plutôt un processus permanent qui requiert un engagement soutenu. D'une part, nous avons réalisé des progrès importants au cours des dernières années. La conception et la mise en place de la Commission de consolidation de la paix, la création du nouveau Conseil des droits de l'homme, ainsi que la récente adoption de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (résolution 60/288)

sont à leur façon des réalisations importantes et témoignent de notre détermination commune à nous attaquer aux enjeux actuels.

D'autre part, il reste encore fort à faire pour donner effectivement vie à ces innovations. Les objectifs du Millénaire pour le développement en sont peut-être la meilleure illustration. D'un côté, ils ont comme jamais auparavant attiré l'attention du monde sur un ensemble d'objectifs concrets visant à améliorer la vie des personnes les plus pauvres de la planète. De l'autre, un cinquième de la population mondiale ne peut toujours pas jouir des améliorations obtenues en matière de nutrition, d'assainissement, d'éducation et de soins médicaux, ce qui accentue les pressions exercées sur l'architecture de développement des Nations Unies.

Cela, conjugué à la demande accrue d'opérations de l'ONU sur le terrain, et surtout d'opérations de maintien de la paix et de secours humanitaires, a non seulement changé la nature de l'Organisation mais également augmenté les risques en matière de gestion. Par-dessus tout, les objectifs du Millénaire pour le développement ont mis en évidence la nécessité pressante de revitaliser et renouveler l'Organisation des Nations Unies.

À cet égard, le Canada se félicite de l'accent mis par le Secrétaire général sur l'interdépendance du développement, du maintien de la paix, de la consolidation de la paix, des droits de la personne et de la primauté du droit, qui sont tous primordiaux pour la stabilité mondiale à long terme. De même, il accueille favorablement la nouvelle orientation du rapport de cette année sur le rôle des acteurs non étatiques dont la collaboration est essentielle au succès de l'Organisation des Nations Unies.

Il est clair, à voir le programme de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, que les États Membres et les principaux organes de l'ONU ne manqueront pas de travail. Plusieurs défis mériteront toutefois une attention spéciale dans les mois à venir.

D'abord, il est urgent de nous assurer que les nouvelles institutions créées – la Commission de consolidation de la paix et le Conseil des droits de l'homme – prennent un bon départ. Au cours des prochains mois, la priorité du Canada sera de veiller à ce que les méthodes de travail de ces organes soient assez souples pour leur permettre de mener à bien leur mission. Il est notamment impératif que le Conseil des droits de l'homme dépasse les querelles politiques qui

ont paralysé et discrédité les travaux de son prédécesseur, que le mécanisme d'examen périodique universel soit efficacement mis en œuvre et que les liens entre les activités normatives et les activités opérationnelles en matière des droits de l'homme de l'ONU soient resserrés.

De même, la Commission de consolidation de la paix, qui convoquera dans deux semaines ses premières réunions sur des pays particuliers, doit améliorer sensiblement la performance de l'ONU dans le domaine de la consolidation de la paix après un conflit. Les États Membres doivent prouver qu'ils sont aptes à participer à la solution en réunissant la capacité opérationnelle fragmentée de l'Organisation et le pouvoir politique des principaux organes. L'adoption de cette fonction de coordination informelle est essentielle pour éviter que les pays avec lesquels elle s'engage ne subissent le sort du Timor-Leste et d'autres sociétés qui, quelques années à peine après avoir résolu leurs conflits, ont sombré dans une nouvelle vague de violence.

(l'orateur poursuit en français)

La deuxième entreprise inachevée consistera à promouvoir les réformes du Secrétariat et de la gestion afin de permettre la poursuite efficace d'un programme commun qui donnera de vrais résultats.

À cet égard, une des plus importantes réformes du Secrétaire général pendant son mandat a été l'adoption de la budgétisation axée sur les résultats. Ce système se doit d'être approfondi. De même, les priorités de la prochaine session toucheront au renforcement et à l'accroissement de l'indépendance des mécanismes de surveillance ainsi qu'à la consolidation des responsabilités. Enfin, nous voulons aller de l'avant avec les réformes en matière de gestion des ressources humaines qui nous permettront de développer la main-d'œuvre talentueuse, mobile et intégrée dont l'Organisation a besoin.

On dit que nous vivons dans un monde de nouvelles menaces et de vieilles institutions. Ce dixième et dernier rapport nous montre clairement que nous devons beaucoup au Secrétaire général pour avoir transformé cette institution pour qu'elle puisse mieux faire face aux défis d'aujourd'hui. Pour l'avenir, j'assure l'Assemblée que le Canada demeure fermement résolu à poursuivre les réformes que le Secrétaire général a entamé afin de réaliser notre vision commune d'une Organisation des Nations Unies plus efficace et d'un monde plus pacifique et plus prospère.

M. Kapoma (Zambie) (*parle en anglais*) : Ma délégation se joint aux autres pour féliciter le Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour son rapport de qualité publié sous la cote A/61/1. Ce rapport fournit une base claire à nos délibérations. Ma délégation se félicite qu'il offre une vue d'ensemble des diverses questions qui concernent l'humanité, parmi lesquelles le développement, la paix et la sécurité, les droits de l'homme, l'état de droit, le droit humanitaire et le renforcement des Nations Unies.

La Zambie réaffirme son appui au multilatéralisme en tant que base sur laquelle doit s'appuyer la solution des problèmes mondiaux. Nous reconnaissons qu'une nouvelle approche de la sécurité collective est nécessaire pour que les États Membres de l'ONU traitent des menaces telles que la guerre, le terrorisme, les armes de destruction massive, le crime organisé, les maladies infectieuses, l'extrême pauvreté et la dégradation de l'environnement.

S'agissant de la réforme en cours de l'Organisation des Nations Unies, la Zambie estime qu'il faut tenir compte des préoccupations des États Membres, en particulier des pays en développement. Nous pensons qu'un partenariat mondial pour le développement facilitera une participation juste des pays en développement et des pays les moins avancés au marché mondial. Nous appelons la communauté internationale à apporter son appui dans les domaines du commerce et de l'investissement – domaines dans lesquels les pays en développement espèrent atteindre les buts durables fixés par les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, nous saluons le lancement par le Secrétaire général du Pacte mondial en juillet 2000. La Zambie se félicite de cette initiative de développement. Nous estimons que le Pacte mondial aidera notre pays de bien des façons dans ses efforts de développement.

Le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1) a réaffirmé notre volonté résolue de renforcer l'ONU en vue d'accroître son autorité et son efficacité, de même que sa capacité à traiter efficacement les problèmes mondiaux, conformément aux buts et principes de la Charte. Les dirigeants mondiaux ont réaffirmé la position centrale de l'Assemblée générale en tant que principal organe de délibération, de prise de décision et de représentation de notre Organisation. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que des mesures soient adoptées à la présente session pour renforcer son rôle.

En ce qui concerne le Conseil de sécurité, organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, la Zambie réaffirme la nécessité d'en réformer la composition et les méthodes de travail. À cet égard, la Zambie s'aligne sur la position bien connue de l'Union africaine sur la question. En effet, le Conseil doit être réformé de manière à devenir plus démocratique, plus transparent et plus réactif aux défis du XXI^e siècle. Dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande » (A/59/2005), le Secrétaire général a insisté sur le fait qu'aucune réforme de l'Organisation des Nations Unies ne serait complète sans une réforme du Conseil de sécurité. Nous sommes d'accord avec lui.

La protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales est importante dans le développement socioéconomique de toute civilisation, tout comme la promotion des principes de bonne gouvernance est cruciale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, la Zambie réaffirme sa volonté d'appuyer les travaux du Conseil des droits de l'homme nouvellement établi. En tant que membre de ce Conseil, la Zambie s'engage à faire en sorte qu'il soit efficace et efficient.

Les autres sujets de préoccupation de ma délégation sont notamment l'extrême pauvreté et la maladie. Le nombre de personnes affectées par le VIH/sida ou vivant avec le virus et le nombre de décès dus au sida ont continué de croître à l'échelle mondiale. La Zambie, comme beaucoup d'autres pays en développement touchés par le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, appuie les efforts de la communauté internationale pour combattre ces maladies. Nous appelons donc cette dernière à honorer les engagements pris dans le cadre de divers forums visant à accroître et améliorer l'aide aux pays en développement. La lutte contre le VIH/sida est mondiale et doit donc être menée par la communauté internationale à tous les niveaux. Il s'agit en effet d'un combat qu'il faut gagner si l'on veut un avenir plus clément et plus sûr pour les générations à venir.

Pour terminer, la Zambie estime que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dépendra de la volonté politique des États Membres. Nous pensons que le développement, la sécurité et les droits de l'homme sont importants et se renforcent mutuellement. Il est par conséquent nécessaire que le partenariat mondial pour le développement atteigne les objectifs du Millénaire pour le développement qui ont été convenus. Dans la Déclaration du Millénaire, les

dirigeants mondiaux se sont dits convaincus que l'humanité pouvait progresser notablement vers la paix, la sécurité, le désarmement, les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance. Il nous faut donc relever le défi et veiller à ce que ces objectifs soient atteints.

M. Hannesson (Islande) (*parle en anglais*) : Le rapport annuel (A/61/1) du Secrétaire général, M. Kofi Annan, sur l'activité de l'Organisation donne un excellent aperçu des résultats obtenus au cours de l'année écoulée – et, d'ailleurs, de réussites plus anciennes – ainsi que des défis complexes qui nous attendent. Il nous rappelle clairement – peut-être même l'apprend-il à certains – que l'ONU n'est pas qu'un lieu de discussion. Alors que nous débattons de ce rapport, 30 000 personnels civils sont en service sur le terrain et 65 000 soldats et observateurs militaires, 7 500 officiers de police et plus de 15 000 personnels civils internationaux et locaux sont déployés dans le cadre de 15 opérations de maintien de la paix et de trois missions politiques spéciales ou de consolidation de la paix, pour ne mentionner qu'un aspect important des activités de l'ONU, à savoir la paix et la sécurité. Le rapport nous aide aussi à centrer notre attention sur une question essentielle : la nécessité de la bonne gouvernance et de la responsabilisation tant au sein de l'Organisation que dans les États Membres.

Renforcer l'Organisation des Nations Unies restera l'une des tâches principales de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Certes, des progrès réels ont été réalisés lors de la session précédente avec la création du Conseil des droits de l'homme, de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires. Toutefois, nous n'avons mis en place que les cadres et il nous reste encore à accomplir le travail véritable. L'Islande est persuadée que ces nouveaux mécanismes, alliés à la détermination des États Membres, contribueront à renforcer l'Organisation des Nations Unies.

Nous pensons, à l'instar du Secrétaire général, que la réforme de l'ONU devrait englober la réforme du Conseil de sécurité. Nous l'avons dit en de multiples occasions, l'Islande souhaite une réforme générale du Conseil de sécurité, tant pour ce qui est de sa composition que de ses méthodes de travail. Le nombre de sièges permanents et non permanents du Conseil devrait être accru de manière à mieux refléter les réalités du monde d'aujourd'hui.

Dans l'allocution qu'elle a prononcée la semaine dernière dans le cadre du débat général (voir A/61/PV.20), la Ministre des affaires étrangères de l'Islande a mis l'accent sur les questions de développement, et en particulier sur le développement durable. Elle a réaffirmé le vif attachement de l'Islande au Programme de Doha pour le développement. L'Islande considère la suspension des pourparlers internationaux sur le commerce comme un revers majeur. Nous nous félicitons des efforts déployés au niveau international pour alléger la dette des pays les plus pauvres et nous les appuyons. Nous saluons également les pays qui se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement. Ces trois dernières années, l'aide au développement fournie par l'Islande a pratiquement triplé et nous sommes déterminés à faire davantage encore.

L'Islande appuie ce qu'a dit aujourd'hui l'Ambassadeur Kirsti Lintonen de la Finlande (voir A/61/PV.24) à propos de l'action mondiale contre le VIH/sida et de l'urgence d'une action concertée dans tous les domaines ayant trait au développement du continent africain. En fait, c'est avec les pays africains que l'Islande entretient l'essentiel de sa coopération en faveur du développement.

Nous souhaitons que les partenaires de développement et les institutions des Nations Unies déploient des efforts plus résolus pour assurer l'égalité entre les sexes. À cet égard, nous proposons de donner davantage de poids au sein de l'Organisation au travail effectué par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

Nous reconnaissons avec le Secrétaire général que tous les pays vont devoir, dans les années à venir, relever le défi des sources d'énergie nouvelles et durables. L'Islande continuera à appuyer les travaux dans ce domaine.

La protection et la promotion des droits fondamentaux représentent l'un des buts essentiels de l'ONU. Le Secrétaire général note dans son rapport que les droits de l'homme ont pris une place de plus en plus importante dans l'activité de l'Organisation. L'Islande s'en réjouit. La création du Conseil des droits de l'homme illustre bien ce progrès. À cet égard, il est essentiel que la formule d'examen périodique universel, choisie pour ce nouveau Conseil des droits de l'homme, soit mise au point et opérationnelle rapidement. Les États Membres ont accepté le fait que nous avons la responsabilité de protéger toutes les

populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Nous devons à présent veiller à nous acquitter de cette responsabilité.

L'ONU est l'organisation internationale qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité. Il s'agit d'une tâche pluridimensionnelle et complexe. Elle a commencé à mettre davantage l'accent sur la prévention des conflits. En fait, cette démarche est conforme à l'approche globale que nous suivons de plus en plus dans nos travaux. Il n'y a pas de sécurité sans développement et pas de développement sans sécurité, comme cela a été souvent dit dans cette enceinte.

Ces 10 dernières années, et plus particulièrement depuis le 11 septembre 2001, nous sommes confrontés au terrorisme, qui représente désormais l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales. Bien qu'elle se réjouisse de la nouvelle Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (résolution 60/288), adoptée par consensus à l'Assemblée générale, l'Islande souligne combien il importe que les États Membres s'accordent sur la prochaine mesure à prendre, à savoir l'élaboration d'une convention générale contre le terrorisme international. Un effort concerté est nécessaire, y compris aux plus niveaux politiques dans les capitales, pour parvenir à un accord sur les questions toujours en suspens concernant le projet de convention générale.

Maîtriser la prolifération des armes de destruction massive et relancer les initiatives en faveur du désarmement sont également essentiels pour la paix et la sécurité à long terme. Malheureusement, le Sommet mondial de 2005, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects n'ont abouti à aucun résultat à cet égard. Le Secrétaire général a raison de mettre l'accent sur les dangers du terrorisme associé aux armes de destruction massive. L'Islande soutient l'appel qu'il a lancé en faveur d'un renforcement de l'action concertée sur les armes légères, qui entraînent des pertes intolérables parmi de grands pans de la population mondiale.

Madame la Présidente, votre prédécesseur, M. Jan Eliasson, nous a rappelé à maintes reprises que l'ONU et le multilatéralisme sont indispensables dans le monde d'aujourd'hui, où les menaces sont souvent d'envergure mondiale. Nous devons tous garder cela à l'esprit. En fait, nous sommes d'accord avec ce qu'a dit à ce sujet l'Ambassadeur Munir Akram, du Pakistan, dans le cadre du présent débat, à la 24^e séance plénière. L'ONU continuera d'avoir besoin d'un dirigeant clairvoyant, courageux et habile.

Durant ses 10 années à la barre du Secrétariat, le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a joué un rôle déterminant pour ce qui est « d'insuffler une nouvelle vie à l'Organisation », pour citer l'Institut Nobel norvégien. Puisque c'est le dernier rapport que nous soumet M. Annan sur l'activité de l'Organisation, je saisis cette occasion pour remercier le Secrétaire général de sa direction éclairée et de ses efforts inlassables, pour citer une nouvelle fois l'Institut Nobel, en faveur « d'un monde plus ordonné et plus pacifique ».

M. Kazykhanov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre élection à ces hautes fonctions et vous dire que nous sommes convaincus que sous votre direction avisée, la soixante et unième session de l'Assemblée générale sera couronnée de succès et fructueuse.

Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage au Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour son rapport exhaustif (A/61/1), qui ne se contente pas de décrire les succès et les problèmes rencontrés dans les domaines du développement, de la sécurité et des droits de l'homme, mais expose également les nouvelles tendances des relations internationales, telle l'interaction avec la société civile et le monde des affaires.

Le Kazakhstan appuie une stratégie pluridimensionnelle visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive. Un progrès véritable dans ce domaine est possible si tous les États Membres remplissent leurs obligations en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération verticale et horizontale des armes de destruction massive. Le Kazakhstan est convaincu que la communauté internationale, et en particulier les États détenteurs de l'arme nucléaire, devrait encourager de toutes les manières possibles la création de zones exemptes d'armes nucléaires internationalement reconnues dans

les diverses parties du monde. La création de telles zones favorise la paix et la sécurité internationales.

Nous sommes persuadés que la signature à Semipalatinsk, en septembre 2006, du Traité relatif à une zone exempte d'arme nucléaire en Asie centrale est une avancée cruciale pour les efforts visant à garantir la stabilité et la sécurité à l'échelle régionale et mondiale.

Les États de l'Asie centrale sont prêts à poursuivre les consultations avec les membres permanents du Conseil de sécurité sur la question de l'entrée en vigueur de ce Traité.

Le Kazakhstan appuie fermement les activités de maintien de la paix et les efforts internationaux visant à accroître la capacité de l'Organisation en la matière.

Nous nous félicitons de la création d'un organe nouvellement élu au sein du système des Nations Unies – la Commission de consolidation de la paix – grâce aux efforts intensifs de toutes les délégations, qui ont pu parvenir à un consensus par le biais de négociations.

Convaincu que la lutte contre le terrorisme doit figurer au premier rang des priorités, le Kazakhstan se félicite du lancement de la Stratégie antiterroriste mondiale. Les cinq grandes lignes autour desquelles s'articulent cette lutte font, selon nous, partie intégrante des efforts qui visent à éliminer la menace terroriste. Le Kazakhstan considère que le développement de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme doit être pleinement conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux normes du droit international.

Le Kazakhstan met tout en œuvre pour éliminer la menace que constitue le transit, par son territoire, du trafic de drogues afghanes entre l'Asie et l'Europe. Cette lutte ne sera efficace que si nous conjuguons nos efforts et mobilisons les ressources de l'ONU et de ses organes spécialisés. Voilà précisément pourquoi le Kazakhstan a appuyé l'initiative de l'ONU de créer, sur son territoire, un centre d'information et de coordination régional de l'Asie centrale pour lutter contre le trafic de stupéfiants.

Nous tenons à remercier les pays asiatiques d'avoir appuyé la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, qui renforce indéniablement la stabilité et les mesures de confiance en Asie et créera les conditions propices à l'interaction dans l'intérêt de la prospérité et du développement durable de nos pays.

Les questions liées au développement doivent rester une priorité des principaux organes de l'ONU. L'Organisation continuera d'accorder une importance particulière dans la période à venir à la mise en œuvre du Document final du Sommet mondial de 2005. Le Kazakhstan s'est engagé à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et travaille sans relâche pour mettre en œuvre ses stratégies à long terme – « Kazakhstan 2030 » – et un programme innovant pour le développement économique et industriel. Le principal objectif du Gouvernement dans le domaine des politiques économiques est de faire en sorte que le Kazakhstan se hisse au rang des économies les plus compétitives.

L'intégration régionale est un moyen approprié de relever les défis du monde moderne. Le Kazakhstan attache une grande importance à la coopération avec les États sur un large éventail de questions dans le cadre de la Communauté d'États indépendants, de la Communauté économique eurasienne, de l'Organisation de coopération économique et d'autres organisations économiques régionales. Le Kazakhstan accueillera, en avril 2007, la soixante troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Le Kazakhstan, qui est le plus grand pays enclavé du monde, exhorte la communauté internationale, et notamment tous les pays développés, à mettre tout en œuvre pour satisfaire les besoins des pays les moins avancés (PMA) et des pays enclavés en développement. Il est en faveur du partenariat global pour le développement fondé sur un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire.

Le Kazakhstan est convaincu que l'Organisation des Nations Unies continuera de jouer un rôle moteur dans la coordination des opérations de secours et estime que la création du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires permettra à l'Organisation de lancer des opérations de secours dès les premiers jours de la crise et de répartir les secours de manière plus appropriée. Il a été l'un des premiers pays qui ont apporté une contribution volontaire au Fonds.

Le Kazakhstan considère que la création du Conseil des droits de l'homme de l'ONU marque une étape importante dans le processus de réforme de l'Organisation et dans les efforts qui visent à renforcer son action pour la protection des droits de l'homme.

Selon nous, cet organe doit traiter les questions les plus pressantes dans le domaine des droits de l'homme sur la base d'une analyse impartiale et objective des situations dans le monde, et en formulant des recommandations efficaces.

Nous accordons une attention particulière à la promotion de la démocratie, à la consolidation de la société civile et à la valorisation de l'accord interethnique et interconfessionnel dans le pays.

Nous remercions tous les États qui ont appuyé la candidature du Kazakhstan à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en 2009. La politique du Gouvernement kazakh, qui vise à maintenir et promouvoir un climat de tolérance et de bonne entente dans la société fait partie intégrante de nos efforts internationaux pour favoriser la culture de la paix et le dialogue entre les civilisations.

Ce n'est pas un hasard si le Kazakhstan a accueilli un forum des chefs des religions mondiales et traditionnelles. Le deuxième congrès vient de conclure ses débats à Astana. Les chefs religieux ont adopté une déclaration préconisant un dialogue actif entre les religions. Nous ne pouvons accepter que les différends religieux soient utilisés comme un instrument de haine et de guerre, et nous devons protéger l'humanité de tout choc des religions et des cultures au niveau mondial. Le congrès est devenu la contribution du Kazakhstan au dialogue international entre les religions.

Comme il est indiqué dans le rapport à l'examen, « si l'histoire retient 2005 comme l'année des promesses, elle jugera 2006 sur ce qui aura été entrepris pour les tenir » (A/61/1, par. 27). Nous croyons fermement que cette année et celles qui suivront devront voir la réalisation des objectifs que nous avons déjà fixés.

M. Le Luong Minh (Viet Nam) : Au nom de la délégation vietnamienne, je tiens tout d'abord à remercier sincèrement le Secrétaire général, M. Kofi Annan, de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Nous notons avec satisfaction que ce rapport place la réalisation des objectifs de développement et de la paix et de la sécurité au premier rang des priorités de l'Organisation. Nous voyons également avec plaisir qu'il incorpore le rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire.

Nous sommes heureux de constater que l'ONU accorde une plus grande attention à la coopération pour le développement et que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est placée au cœur de ses activités globales. Cela traduit la priorité que les gouvernements et les peuples du monde accordent aux OMD, comme il est indiqué dans le rapport. Tout en notant les succès obtenus, tels que la baisse du pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde, la réduction du taux de mortalité infantile dans les pays en développement, la hausse du nombre de personnes ayant accès à de meilleurs systèmes d'assainissement, la hausse du taux de scolarisation primaire dans les régions en développement du monde, le niveau d'engagement, non seulement des gouvernements, mais aussi du grand public, et l'élan politique qui en résulte, nous partageons la préoccupation du Secrétaire général devant le caractère inégal des progrès et les niveaux actuels de dénuement qui demeurent consternants. Les statistiques qu'il avance dans de nombreux domaines sont, de fait, alarmantes.

Un an s'est écoulé depuis que les dirigeants ont adopté le Document final du Sommet mondial de 2005, dans lequel des engagements majeurs ont été pris pour permettre aux pays en développement d'atteindre les objectifs convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces engagements sont nombreux et concrets, allant de l'intégration des objectifs convenus au niveau international dans les processus nationaux à la fixation de nouveaux objectifs dans la plupart des domaines d'activité. Le Secrétaire général a déclaré que 2005 était l'année des engagements.

Nous nous félicitons du fait qu'un certain nombre de mesures positives aient été prises pour contribuer à la mise en œuvre de ces engagements, notamment l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale et les calendriers établis par de nombreux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour atteindre l'objectif consistant à consacrer 0,7 % du produit national brut d'ici à 2015 à l'aide publique au développement. Si nous examinons la mise en œuvre de ces engagements au cours de l'année dernière, nous convenons cependant que, en dépit de ces avancées, les progrès restent modestes et trop incomplets. L'accroissement du niveau d'aide publique au développement est loin d'être suffisante pour soutenir l'investissement nécessaire sur le terrain dans les pays les plus

nécessiteux; la suspension du cycle de négociations de Doha pour le développement a causé une déception supplémentaire.

Les pays en développement continuent de connaître des difficultés liées aux pressions exercées par la mondialisation et au renforcement du protectionnisme qui caractérise un certain nombre de pays développés. Le partenariat mondial en faveur du développement continue à briller par son absence. La question d'un partenariat pour le développement a été choisie pour thème de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Ma délégation pense que nous devons nous concentrer, pendant cette session, sur les moyens de mobiliser une plus grande volonté politique afin de prendre des mesures concrètes visant à mettre en œuvre nos engagements. Notre délégation attend avec intérêt de contribuer à ce processus.

Nous avons constaté, au cours de l'année passée, des éléments tant positifs que négatifs en matière de paix et de sécurité dans le monde. Ils incluaient la fermeture des opérations de maintien de la paix en Sierra Leone, leur transformation en une mission de consolidation de la paix, et la résurgence des violences au Timor-Leste, un an seulement après le retrait par l'ONU de ses derniers soldats en mai 2005. Les guerres civiles et les conflits armés prolongés continuent de menacer la vie de millions d'individus et ont plongé de nombreuses autres personnes dans la misère. Le conflit récent au Liban a assombri encore le tableau. Les résultats, les progrès et les lacunes enregistrés par l'Organisation dans le cadre de ses efforts visant à assurer la paix et la sécurité dans les pays concernés ont été analysés dans le rapport.

Je voudrais réitérer que les conflits ne pourront être réglés, et les tensions apaisées, que grâce au dialogue et à la négociation, sur la base de la confiance et de la compréhension mutuelles, et non pas par des mesures unilatérales. Le rôle crucial de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité doit être réaffirmé et renforcé.

Le terrorisme continue de représenter une grave menace pour la paix et à la sécurité. Nous réaffirmons notre condamnation vigoureuse des actes terroristes sous toutes leurs formes et manifestations. Nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général afin que la communauté internationale continue d'œuvrer de concert pour faire face au terrorisme et en venir à bout. Selon nous, la lutte contre le terrorisme ne sera remportée que grâce à des mesures globales et

équilibrées appliquées conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. En outre, cette lutte doit éviter toute politique de sélectivité et du deux poids, deux mesures, et les causes profondes du terrorisme doivent être pleinement examinées.

Prenant note de l'adoption de la Stratégie antiterroriste mondiale (résolution 60/288), nous attendons avec intérêt de travailler avec les autres délégations en vue d'une conclusion rapide d'une convention générale sur le terrorisme international.

Les États Membres partagent la conviction qu'il importe de réformer l'ONU pour améliorer son efficacité, sa démocratisation et ses modes de fonctionnement sur la base des principes fondamentaux consacrés dans la Charte. Nous nous félicitons des premiers succès du processus de réforme de l'ONU, tels que la mise en place du Conseil des droits de l'homme et la Commission de consolidation de la paix, mais nous avons conscience qu'il reste encore beaucoup à faire. Des mesures sont nécessaires pour consolider le rôle central et le pouvoir de l'Assemblée générale. Le Conseil économique et social doit être réformé afin de mieux appuyer les activités de développement économiques et sociales des États Membres. Nous regrettons le retard enregistré à cet égard, et nous nous engageons à travailler avec d'autres délégations afin de trouver une solution rapide.

Le Conseil de sécurité devrait être réformé, tant dans sa composition que dans ses méthodes de travail, afin de veiller à ce qu'il représente réellement les préoccupations et les intérêts de tous les États Membres de l'ONU, comme cela est stipulé dans la Charte. À cet égard, je tiens à réaffirmer que le Conseil de sécurité doit être élargi dans les deux catégories et que les pays en développement doivent être représentés de manière plus appropriée au Conseil.

M. Mbuende (Namibie) (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter le Secrétaire général de la présentation de son excellent rapport sur l'activité de l'Organisation (A/61/1). Je suis particulièrement intéressé par la manière dont le rapport est présenté. La première chose qui a attiré mon attention a été qu'un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration du Millénaire a été intégré dans le rapport sur l'activité de l'Organisation, au lieu de constituer un rapport distinct, comme cela a été le cas dans le passé.

Cette évolution non seulement augure bien d'une meilleure synergie et d'une plus grande cohérence dans les activités de l'Organisation mais, ce qui est plus important, elle place le programme de développement au cœur des travaux de l'Organisation. Cela veut dire que l'objectif consistant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'est pas une annexe, mais plutôt une question à l'aune de laquelle les résultats de notre Organisation et des États Membres pourront être jugés.

La Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) a fixé des objectifs ambitieux, mais ils peuvent assurément être atteints étant donné les ressources naturelles, humaines et financières dont nous disposons dans le monde. Le monde a suffisamment de ressources pour faire tomber la pauvreté aux oubliettes de l'histoire. La prédominance de la pauvreté ne résulte pas du manque de ressources mais plutôt de la manière dont elles sont utilisées. Elles n'ont pas été utilisées pour le bien-être de l'humanité dans son ensemble. La question à laquelle nous devons répondre est de savoir si nous avons pris les premières mesures pour remédier à cette situation. Nous appelons tous les États Membres à donner effet aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Déclaration du Millénaire.

Nous accueillons favorablement l'inclusion dans le rapport de ce que le Secrétaire général appelle les « grands partenaires mondiaux ». La reconnaissance du fait que l'ONU doit apprendre à travailler avec la société civile et le milieu des affaires est importante. Le développement est une responsabilité collective. Les acteurs non-étatiques possèdent l'expérience et les ressources qui peuvent être canalisées et intégrées dans le programme mondial de développement. Ils sont aussi des acteurs importants dans le domaine du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix. Un mécanisme efficace de coopération doit être mis en place. L'harmonisation des activités des entreprises avec les objectifs, programmes et projets plus généraux de l'ONU promet de plus grands bienfaits pour tous dans tous les domaines. À cet égard, nous appelons à un renforcement du Bureau du Pacte mondial.

En dépit des efforts de l'ONU et des divers pays dans le domaine de la diplomatie préventive et du maintien de la paix, la paix reste un objectif difficile à atteindre dans de nombreuses parties du monde. La situation au Moyen-Orient nous préoccupe gravement. Elle présente la face hideuse de l'esprit destructeur humain. Nous espérons que la paix l'emportera sur la

guerre pour que les peuples de cette région puissent vivre en bon voisinage, dans la paix et l'harmonie.

La situation qui prévaut dans plusieurs pays africains où des missions de maintien de la paix de l'ONU sont déployées, comme le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Côte d'Ivoire, pour n'en mentionner que quelques-uns, requiert d'urgence notre attention collective pour que ces opérations soient couronnées de succès. L'Afrique est le continent qui, en raison de son niveau de développement, peut le moins se permettre des luttes intestines. Il ne peut y avoir de développement sans paix ni sécurité. La guerre provoque la pauvreté et l'aggrave. Les peuples d'Afrique souffrent déjà de la pauvreté causée par l'héritage du colonialisme, les relations économiques internationales injustes, la corruption, la mauvaise gouvernance, la dégradation de l'environnement et d'autres catastrophes naturelles. Assurément, le continent n'a pas besoin que la guerre vienne s'ajouter à cette longue liste. Nous avons besoin de la paix maintenant.

La Namibie remuera ciel et terre pour parvenir à la paix. C'est dans cet esprit que nous avons contribué aux diverses missions de l'ONU en détachant des soldats, des observateurs militaires et des policiers notamment au Burundi, en Haïti, au Libéria, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et en Érythrée, au Soudan et au Kosovo. Donnons une chance à la paix. La Namibie peut et veut apporter sa contribution à l'instauration de la paix, au maintien de la paix et à la consolidation de la paix.

Nous sommes profondément préoccupés par l'absence de progrès dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Les armes nucléaires constituent une menace particulièrement effroyable. De l'avis de la Namibie, cette effroyable menace ne pourra disparaître que lorsque tous les États auront adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et lorsque son article VI sera intégralement appliqué. Nous souhaiterions qu'un processus multilatéral transparent débouche sur la dénucléarisation totale du monde. C'est seulement lorsque les armes nucléaires seront complètement éliminées que notre monde sera à l'abri de cette menace, mais aussi du risque qu'elles ne tombent entre les mains d'acteurs non étatiques. Parallèlement, la Namibie voudrait réaffirmer le droit de tous les pays d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. À cet égard, il importe que les pays industrialisés partagent leurs connaissances, leur

savoir-faire technique et leur expérience avec les pays en développement.

Nous sommes heureux de voir que 164 pays ont ratifié le Protocole de Kyoto, et nous demandons instamment à ceux qui ne l'ont pas fait de ratifier ce Protocole à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La dégradation de l'environnement et les perspectives de changement climatique constituent une menace considérable pour l'humanité. Ces facteurs pourraient notamment accentuer encore les injustices et exacerber la pauvreté. En raison du clivage en matière de connaissances, les pays riches ont une plus grande capacité de faire face aux conséquences d'une catastrophe écologique que les pays pauvres.

L'ONU est l'espoir des pays pauvres. C'est pourquoi il est important d'accélérer les travaux sur la réforme du Conseil de sécurité et sur la réforme de l'Organisation en révisant les mandats. Nous espérons que la réforme du Conseil de sécurité, outre qu'elle élargira la participation, la représentation et la transparence notamment, accélérera la prise de décision et augmentera le montant des ressources affectées au règlement des conflits, en Afrique en particulier.

Il importe tout autant de réformer et de renforcer le Conseil économique et social afin qu'il puisse jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la concertation, de la coopération pour le développement, de la reconstruction après les conflits et de la coordination. Nous regrettons le retard dans l'adoption d'une résolution sur la réforme du Conseil économique et social, qui permettrait d'assurer le suivi et la surveillance, et de veiller à ce que les États Membres rendent compte de la façon dont ils respectent leurs engagements en ce qui concerne le partenariat pour le développement.

M. Ehouzou (Bénin) (*parle en français*) : Madame la Présidente, ma délégation vous sait gré d'avoir organisé les présentes consultations pour l'examen du rapport sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies que le Secrétaire général, S. E. M. Kofi Annan, nous a présenté le 19 septembre dernier, à l'ouverture de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, dans un discours fort pathétique, qui continue de résonner dans nos oreilles.

Ma délégation se félicite du bilan exhaustif qu'il a fait de ses 10 dernières années passées dans ces hautes fonctions. Les faits y sont présentés avec une

grande rigueur. Nous retenons avec satisfaction les progrès remarquables engrangés et avec grande préoccupation les limites rencontrées par l'Organisation dans la gestion des grands défis auxquels l'humanité a été confrontée durant cette période. Nul doute, l'Organisation des Nations Unies a considérablement contribué à modifier la face du monde. Elle s'est elle-même beaucoup transformée au cours de cette période. À preuve les organes créés dans le cadre de la réforme et les nouvelles structures qui ont enrichi le Secrétariat pour le hisser à la hauteur de sa mission.

Mon pays partage la fierté du Secrétaire général, qui s'est investi sans compter dans une mission aux exigences illimitées. Le Bénin assume son bilan pour avoir été partie prenante à cette œuvre de construction et à l'orchestration de la coopération multilatérale, qui a animé les grands chantiers conduits par l'Organisation. Ils ont incontestablement façonné le monde à la croisée des intérêts nationaux des États Membres et des idéaux consacrés par la Charte. Mon pays rend hommage au Secrétaire général pour s'être constamment évertué à obtenir, des situations qu'il a eu à gérer, les résultats possibles au regard des contraintes et des opportunités liées aux contingences de l'heure.

Une des réalisations les plus marquantes de la période a consisté en la définition consensuelle des objectifs du Millénaire pour le développement, qui a permis de recentrer l'action de l'Organisation sur la question essentielle de la promotion du développement. L'engagement sans équivoque des Nations Unies en faveur de l'éradication de la pauvreté constitue un acquis incontestable que le Secrétaire général considère à juste titre comme sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Mon pays, en tant que président du Bureau de coordination des pays les moins avancés, salue la contribution inestimable du Secrétaire général à ce recentrage de l'agenda des Nations Unies. Il est vrai que les Nations Unies ont résolument pris les devants dans le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, comme l'a si bien montré la Réunion de haut niveau tenue à New York les 18 et 19 septembre 2006 pour l'examen approfondi de l'application dudit Programme d'action (voir A/61/PV.7-PV.9).

Au-delà de cette rencontre de haut niveau, les échanges de vues fort significatifs qui ont eu lieu, au

cours du débat général tenu au cours de cette soixante et unième session de l'Assemblée générale, sur la promotion d'un partenariat mondial pour la réalisation des objectifs du développement, permettent d'envisager sous d'heureux auspices les perspectives dans ce domaine.

Qui dit partenariat dit identification claire des engagements des parties prenantes et aussi une volonté affirmée de les assumer en toute bonne foi. À cet égard, le rapport du Secrétaire général a présenté un état des lieux qui permet aux États Membres de savoir où l'on en est et le chemin qui reste à parcourir, ainsi que le rôle que les Nations Unies peuvent jouer pour une action concertée et coordonnée dans ce sens.

L'accent mis, dans le rapport du Secrétaire général, sur la mobilisation des ressources adéquates et sur la nécessité d'une reprise des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du cycle de Doha pour l'instauration d'un régime équitable des échanges commerciaux entre les pays nantis et les pays en développement et sur la protection de l'environnement donnent des repères bien précis pour l'action à entreprendre en vue d'atteindre les buts fixés, dont la poursuite s'impose aujourd'hui grâce à une meilleure perception de l'interdépendance des États Membres et de ses implications.

Cette optique, mise en exergue dans le rapport du Secrétaire général, place inévitablement l'Afrique au centre des grandes priorités de l'Organisation des Nations Unies. Elle doit y demeurer pour la décennie à venir. Nous osons même espérer que la communauté internationale continuera d'assumer de manière conséquente ses responsabilités dans la satisfaction des besoins particuliers de l'Afrique, en contribuant de façon plus résolue et plus cohérente à combattre les maux qui handicapent son avancement, que ce soit sur le plan de la promotion de la gouvernance, sur le plan du contrôle des pandémies ou de la mobilisation des ressources pour le développement de ses capacités productrices.

Le maintien de la paix et de la sécurité constitue un champ d'action privilégié des Nations Unies, et c'est aussi le chantier sur lequel l'Organisation a été le plus fortement sollicitée au cours des 10 dernières années. Il y a lieu de se féliciter de la grande disponibilité dont a fait preuve la communauté internationale, au regard des ressources humaines et financières déployées, pour maîtriser les conflits armés et pour encadrer les progrès considérables réalisés par

les pays sortant d'un conflit, en particulier dans le domaine de la consolidation de la paix.

Nous convenons avec le Secrétaire général que beaucoup reste à faire sur le plan des mesures préventives pour empêcher l'éclatement d'autres conflits armés. Aujourd'hui que les limites de la croissance exponentielle des opérations de maintien de la paix se font sentir, il importe que les Nations Unies puissent faire montre d'une plus grande efficacité dans le domaine de la prévention des conflits. Les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport d'activité sur la prévention des conflits (A/60/891) trouvent ici un convainquant justificatif.

L'analyse du Secrétaire général quant aux développements enregistrés au cours de ces 10 dernières années en ce qui concerne les questions cruciales du désarmement et de la non-prolifération interpelle les États Membres responsables de l'immobilisme qui s'est installé depuis l'an 2000 dans ce domaine. Il est effectivement regrettable qu'aucune initiative d'envergure n'ait été prise pour écarter les risques de conflagration nucléaire qui continuent de peser sur l'humanité, en raison du niveau élevé d'alerte des dispositifs des États dotés d'armes nucléaires et du maintien par eux de stocks considérables de telles armes.

À juste titre, le Secrétaire général rappelle la nécessité de conjurer l'instabilité terrifiante qui résulterait de la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et en particulier de leur acquisition par des acteurs non étatiques. À cet égard, nous ne devons pas oublier que la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité a été adoptée en tant que mesure conservatoire pour parer à un vide juridique, qu'il importe de combler par la négociation d'une convention internationale sur la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et de leur acquisition par des acteurs non étatiques.

S'agissant des armes légères et de petit calibre, il est heureux que le Secrétaire général ait donné écho aux préoccupations des pays qui sont victimes des conséquences néfastes de leur dissémination incontrôlée, du fait d'un commerce illicite qui persiste malgré les efforts déployés pour le combattre. Il importe que l'Assemblée générale puisse convenir au cours de sa présente session des mesures à prendre pour renforcer ce combat, à la lumière des discussions

tenues lors de la Conférence d'examen tenue en juin et juillet 2006.

La promotion de l'état de droit et des droits de l'homme est essentielle pour la préservation de la dignité de la personne humaine, le maintien de la paix et la promotion du développement. Nous saluons l'engagement indéfectible du Secrétaire général dans ce domaine et les résultats fort élogieux qui ont marqué l'action de l'ONU dans ce domaine au cours des 10 dernières années sous ses deux mandats. Mon pays est un exemple concret des exploits réalisés par la communauté internationale sur ce plan – à preuve, l'alternance pacifique qui s'y est produite en mars 2006. Le Gouvernement béninois, par ma voix, saisit cette occasion pour réitérer du haut de cette tribune la profonde gratitude du peuple béninois pour l'assistance financière dont il a bénéficié pour l'organisation du scrutin à bonne date et pour la gestion pacifique et correcte – et j'ajouterai même, gestion très élégante – des situations qui l'ont accompagné.

Les jeunes démocraties ont besoin de continuer de bénéficier du soutien effectif des Nations Unies pour leur consolidation. Il importe qu'elles puissent continuer de jouir d'un tel soutien dans toute la mesure du nécessaire au cours des prochaines années. Pour ce faire, il importe entre autres, que les ressources du Fonds des Nations Unies pour la démocratie puissent être reconstituées promptement pour lui permettre de répondre à la forte demande d'assistance révélée par le premier appel à propositions de projet lancé par ledit Fonds en avril 2006.

Par ailleurs, nous saluons l'action du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et apportons notre pleine adhésion à la mise en œuvre de son plan stratégique, qui permettra de renforcer sensiblement sa capacité de contribuer sur le terrain à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le monde.

Sur un autre plan, les efforts considérables déployés pour venir en aide aux populations sinistrées et aux victimes des catastrophes naturelles sont dignes d'éloges, tout comme les mesures prises pour s'assurer qu'une telle assistance puisse être mise en place avec plus de rapidité. Nous relayons ici l'appel du Secrétaire général en faveur d'un accès plus facile du personnel humanitaire aux victimes et de la garantie de son inviolabilité.

Pour terminer, nous rendons encore une fois hommage au Secrétaire général pour avoir su faire

partager aux États Membres le sens de l'urgence des réformes adoptées au cours du Sommet de 2005 et pour avoir soutenu par une expertise avérée la mise en œuvre des mesures convenues. Nous engageons les États Membres à poursuivre les consultations pour faire progresser la réforme dans les domaines où elle piétine, pour rendre l'Organisation des Nations Unies toujours plus apte à remplir son rôle dans la survie de l'humanité et dans la recherche de solutions idoines et appropriées aux problèmes et défis auxquels elle est confrontée.

Mon pays salue l'œuvre grandiose accomplie par le Secrétaire général, S. E. M. Kofi Annan, à la tête de l'Organisation des Nations Unies, et souhaite que son successeur poursuive sans désespérer les chantiers ouverts pour le plus grand bien des peuples des Nations Unies, qui continuent de mettre leur espoir dans l'Organisation, dans leur quête du bien être, de la sécurité et de la préservation de la dignité face aux menaces et aux défis connus et inconnus.

M. Bodini (Saint-Marin) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier le Secrétaire général non seulement pour son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/61/1) mais aussi, ce qui est plus important, pour le travail remarquable qu'il a accompli dans les 10 dernières années. Durant son mandat, l'ONU a eu à faire face à des évolutions et à des menaces imprévisibles, comme l'explosion des pandémies à l'échelle mondiale, des catastrophes naturelles dévastatrices, des attentats terroristes aux quatre coins du monde, la famine touchant les plus démunis et des tensions internationales d'une ampleur inégalée, tout cela étant relayé en temps réel et en continu par les médias sur toute la planète.

Avec 90 000 employés et un budget annuel de 10 milliards de dollars, l'ONU est comparable, par sa taille, à de nombreux conglomerats internationaux. Il y a lieu de se féliciter qu'on ait fait autant avec si peu de moyens. Il n'en est pas moins évident qu'il reste encore énormément à faire pour venir à bout des problèmes quotidiens du monde actuel. Il faut investir davantage de ressources humaines et financières pour régler les crises environnementales, financer les opérations de maintien de la paix, protéger les droits de l'homme, surveiller l'usage pacifique de l'énergie atomique et faire bien d'autres choses encore afin, notamment, d'offrir, dans des conditions justes et équilibrées, une croissance économique aux groupes défavorisés et démunis.

Nous, à l'ONU, devons mieux planifier notre action pour pouvoir répondre aux besoins sociaux et économiques d'une population mondiale qui s'accroît. Nous devons également donner suite avec décision à toutes les résolutions approuvées jusqu'ici et en surveiller l'application.

Sous votre direction, Madame, nous devons replacer l'Assemblée générale au cœur de l'édifice de l'ONU, conformément à la Charte, en en faisant un organe pragmatique et ouvert, qui examine et règle les problèmes en temps utile pour venir à bout des nombreuses crises. En outre, je suis sûr que les 192 États Membres représentés ici souscrivent à une réforme du Conseil de sécurité dans un avenir proche. Comme beaucoup d'entre nous, Saint-Marin souhaite que des négociations reprennent sur de nouvelles bases, dans un esprit d'ouverture et de transparence.

M. Maurer (Suisse) : Nous tenons à remercier le Secrétaire général pour son rapport sur les activités de l'Organisation (A/61/1 et Corr.1). Le rapport place ces activités dans le contexte des défis auxquels l'Organisation a dû faire face suite aux importants et multiples changements qui ont marqué la scène internationale ces 10 dernières années. Le rapport nous donne ainsi l'occasion bienvenue de détacher pour un moment notre regard des actualités du jour pour commenter au moins quelques-uns des jalons de référence sur le chemin actuel de l'ONU.

Beaucoup a été dit aujourd'hui et pendant les semaines passées. Je ne vais pas répéter notre position sur les questions de paix, de développement, de droits de l'homme et de l'environnement, mais je me limiterai à ma trois remarques.

Ma première remarque tient à la structure du rapport même, qui reflète les trois volets de l'activité de l'Organisation : développement, que nous comprenons toujours comme développement durable et qui doit donc aussi tenir compte de la dimension environnementale; paix et sécurité; et droits de l'homme et démocratie.

La reconnaissance explicite de l'interdépendance de ces dimensions a été, à notre avis, une avancée conceptuelle très importante du Sommet mondial. Les conséquences potentielles de cet acte sur notre façon de formuler des politiques et de les mettre en œuvre sont importantes, mais beaucoup reste encore à faire pour traduire systématiquement dans nos politiques cette nouvelle approche. L'aptitude à travailler sur les trois domaines mentionnés et à le faire tant au niveau

des politiques qu'au niveau opérationnel est l'un des aspects les plus précieux de l'ONU.

Deuxièmement, je tiens à relever les réflexions pertinentes du Secrétaire général sur le rôle changeant de l'État, réflexions qui sous-tendent beaucoup des paragraphes du rapport, au point même d'en faire presque un fil rouge. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général dans l'affirmation que l'État n'est ni en voie d'extinction, ni en passe de devenir inutile, bien au contraire. Alors que les sociétés deviennent plus complexes, alors que la mondialisation tisse de multiples relations entre individus et groupes sans souci de frontières, alors que d'importantes activités quotidiennes dans le domaine économique, culturel, religieux ou social s'émancipent du contrôle immédiat de l'État, le rôle de l'État change foncièrement. Dans ces conditions, il ne peut plus être « maître », mais porteur et garant d'obligations et il doit être aux service des individus et des communautés, en tant que forum, régulateur, arbitre ou médiateur.

Ces évolutions de la compréhension du rôle de l'État ne se limitent pas à la politique interne, mais ont un impact sensible aussi au niveau des relations internationales. La notion de la « responsabilité de protéger », affirmée par nos chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet mondial, en est un témoin.

Une autre conséquence immédiate de cette évolution pour l'Organisation des Nations Unies concerne l'étendue et la nature de sa collaboration avec la société civile ainsi que le monde des affaires. L'importance de ces collaborations est soulignée à juste titre par la structure du rapport, qui dédie un chapitre entier exclusivement à des grands partenaires mondiaux. Nous espérons que l'ONU saura bâtir sur les initiatives et les expériences positives faites ses dernières années et saura approfondir différentes formes de collaboration avec ces acteurs incontournables, dans le respect des différences et selon des règles claires.

Ma troisième remarque à trait plus étroitement à l'Organisation des Nations Unies. L'ONU est aujourd'hui confrontée à de multiples sollicitations qui reflètent le besoin accru d'une étroite collaboration internationale, fondée sur le droit et poursuivie dans le cadre d'institutions multilatérales. Des importants efforts de réforme ont été amorcés sur cet arrière-fond, réformes qui devons permettre à l'ONU de faire face aux défis du XXI^e siècle.

Qu'il me soit permis de ne mentionner qu'une des réformes actuellement en cours, la plus visible pour le grand public, et symboliquement importante : la réforme du Conseil de sécurité. La nature des défis du monde actuel – le rapport du Secrétaire général le confirme – est telle que la réalité géopolitique contemporaine ne se laisse plus aisément refléter par une formule comprenant un nombre limité d'États. La Suisse est pourtant d'avis qu'un élargissement du Conseil de sécurité doit s'accompagner d'une réforme de ses méthodes de travail, afin de rendre le Conseil plus représentatif et plus transparent et de renforcer l'autorité de ses décisions.

Je ne pourrais pas conclure ce discours sur ce dernier rapport de l'actuel Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation sans réitérer les vifs remerciements de mon pays au Secrétaire général. Au cours de ces 10 dernières années, il a su reconnaître avec clairvoyance les défis devant lesquels l'Organisation se trouvait placée par les rapides et multiples bouleversements qui ont marqué la scène internationale. Avec sagesse et ténacité il a soumis aux États Membres des analyses perspicaces de ces développements et des propositions d'action et de réforme, qui ont marqué le débat et ont porté leurs fruits. Ce rapport en est le dernier et remarquable exemple. Nous lui en sommes vivement reconnaissants.

M. Abdalhaleem (Soudan) (*parle en arabe*) : Nous remercions le Secrétaire général de son important rapport sur l'activité de l'Organisation. Il est de bon augure que l'Assemblée générale enchaîne le débat général par l'examen du rapport sur l'activité de l'Organisation – organisation en laquelle nos peuples ont placé beaucoup d'espoir – et notamment sur ses victoires et ses échecs. Malgré les décennies qui se sont écoulées depuis sa création, l'ONU est souvent dans l'incapacité de répondre aux aspirations de ses pères fondateurs. C'est clairement – et, en fait, surtout – le cas du Conseil de sécurité, qui, de par son composition actuelle antidémocratique, fait obstacle à l'instauration de relations internationales démocratiques.

L'Organisation des Nations Unies ne peut appeler les États à instaurer la démocratie chez eux alors qu'elle est incapable elle-même de vraie démocratie. Le Conseil de sécurité, du fait de ses membres influents, constitue souvent une partie du problème plutôt qu'il n'en est la solution. Si l'Organisation veut jouer un nouveau rôle, elle doit être réformée et le

Conseil de sécurité tout particulièrement, faute de quoi l'Organisation se trouvera enfermée dans un cercle vicieux constitué d'objectifs personnels et de pratique du deux poids, deux mesures.

Nous suivons avec intérêt la session en cours du Conseil des droits de l'homme à Genève et espérons que le nouveau Conseil ne connaîtra pas le sort de la précédente Commission. Nous espérons que la Commission de consolidation de la paix accomplira sa tâche sans empiéter sur les mandats des autres organes de l'Organisation des Nations Unies.

Le rapport du Secrétaire général est axé sur la coopération de l'Organisation des Nations Unies avec les organisations régionales. Nous espérons que l'Organisation appuiera les organisations régionales, économisant ainsi des fonds et des efforts, et leur permettra de régler elles-mêmes leurs problèmes régionaux. À cet égard, nous rendons hommage au rôle remarquable joué par l'Union africaine en ce qui concerne la question du Darfour, et nous espérons que la communauté internationale respectera ses engagements en appuyant l'Union africaine d'un point de vue logistique et matériel afin qu'elle puisse achever son mandat, appliquer l'Accord d'Abuja et faire avancer la paix et la stabilité dans mon pays, que l'accord de paix pour le Sud-Soudan avait amorcées.

En rendant hommage à l'Union africaine et en lui exprimant nos remerciements, nous lançons une mise en garde contre les objectifs cachés de certaines grandes puissances qui veulent exploiter la question du Darfour pour influencer les décisions de caractère nationale du Soudan et les décisions touchant l'utilisation de ses ressources. À cet égard, si l'Organisation des Nations Unies veut être efficace dans ce nouveau monde à l'ère de la mondialisation, elle devrait fuir les objectifs personnels de certains de ses Membres les plus influents qui utilisent les enceintes internationales pour servir leurs propres intérêts. Un tel comportement pose une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Nous sommes sensibles à la référence importante faite dans le rapport aux besoins particuliers de l'Afrique et à l'appui au développement de l'Afrique, qui doit être une priorité de l'Organisation des Nations Unies. Les efforts déployés par l'Organisation devraient également être liés au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique qui appelle à affecter des ressources supplémentaires à l'Afrique, à trouver des solutions au problème de la dette et à

accorder une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés. Nous espérons que ces efforts seront également liés efficacement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Mon pays attache une importance particulière à la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) et aux OMD. Nous espérons que le Conseil économique et social jouera un rôle important dans le suivi des engagements pris au titre des OMD. Nous devons établir des indicateurs pour la réalisation des objectifs, et notamment analyser les obstacles qui en gênent la réalisation, afin que les pays en développement ne soient pas pris au piège d'un autre cercle vicieux qui leur ferait perdre plus de temps et de ressources. Les OMD ne devraient pas finir dans les poubelles de l'histoire, comme c'est le cas depuis maintenant des décennies des appels visant l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Le rapport du Secrétaire général, bien que détaillé, ne fait pas allusion à la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique. Nous espérons que le rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale l'année prochaine insistera sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de renforcer la coopération internationale entre ses Membres dans ce domaine qui est un élément très important pour promouvoir le développement socioéconomique durable de nos populations.

Au moment où l'Organisation des Nations Unies choisit son nouveau Secrétaire général, nous espérons que le choix final du candidat pour cette fonction internationale importante promouvra l'efficacité et le dynamisme des travaux et de l'activité de l'Organisation, ainsi que son professionnalisme, sa neutralité et son impartialité. Cela renforcera la coopération de l'Organisation à ce moment très important des relations internationales.

M. Zewdie (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Ma délégation exprime sa gratitude au Secrétaire général pour son rapport détaillé – le dernier – sur l'activité de l'Organisation (A/61/1) pendant la dernière année de son mandat. Ma délégation se félicite particulièrement de l'accent qu'il a mis sur l'action entreprise par l'Organisation pour appliquer la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2). Ma délégation a quelques brèves remarques à faire sur les questions de développement et de paix et de sécurité soulignées dans le rapport.

Il est encourageant de noter que des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international. Il faut rappeler qu'avant les objectifs du Millénaire pour le développement, le Consensus de Monterrey et le Sommet mondial pour le développement durable avaient souligné que les pays développés devaient consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD) afin que les pays en développement puissent réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international. À cet égard, il est encourageant que l'APD ait totalisé 106 milliards de dollars. De ce fait, la pauvreté extrême recule, et l'on note des améliorations dans la santé de l'enfant, l'assainissement et l'accès à l'eau salubre et à l'éducation primaire.

Après ce tableau dans l'ensemble positif, le problème reste cependant que les progrès sont inégaux. En Afrique subsaharienne, par exemple, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté n'a pas sensiblement changé. Comme l'ont révélé le Rapport des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde, 2005, et l'enquête mondiale économique et sociale, 2006, la région reste à la traîne pour ce qui est de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous pensons donc comme le Secrétaire général, qu'aider l'Afrique à se développer est devenu une des grandes priorités de l'ONU.

Mon pays, pour sa part, s'efforce de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons consacré l'essentiel de nos maigres ressources au développement de l'infrastructure, à l'amélioration du secteur social et au renforcement des capacités, qui sont nécessaires pour que nos efforts de développement soient couronnés de succès.

Ces trois dernières années, notre économie a enregistré un taux de croissance moyen de 9,5 %. Sur la même période, les exportations ont augmenté de 28,5 % en moyenne. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 30 % au début des années 90 à 89 % aujourd'hui. Afin d'améliorer notre capacité de développement, 13 nouvelles universités sont en construction. Sur la base de ces résultats encourageants, un second programme de développement sur cinq ans, appelé Programme de développement accéléré et soutenu pour mettre fin à la pauvreté, a été élaboré et est actuellement mis en œuvre. Réduire la pauvreté en réalisant les objectifs du Millénaire pour le développement reste la pierre angulaire de notre programme de développement.

À cet égard, nous souscrivons entièrement aux recommandations du Secrétaire général, à savoir l'incorporation de nouveaux objectifs dans les OMD – assurer à tous l'accès à la médecine procréative d'ici à 2015, donner accès par tous les moyens nécessaires au traitement du VIH d'ici à 2010, et réduire le taux de déperdition de la biodiversité d'ici à 2010.

S'agissant de la paix et de la sécurité, le rapport indique que le budget annuel que l'Organisation consacre au maintien de la paix et à d'autres opérations de terrain a considérablement augmenté. Il affirme aussi que la moitié des conflits et des opérations de maintien de la paix dans le monde se déroulent en Afrique. S'il est encourageant que l'Organisation accorde l'attention nécessaire au règlement des conflits en Afrique, cela montre aussi l'immensité du défi que pose l'instauration de la paix sur le continent. L'Afrique, plus que jamais, a besoin de plus de ressources pour que son propre développement socioéconomique améliore le niveau de vie de ses peuples. Il est donc décevant que le règlement des conflits se voit accorder la part du lion dans les ressources des Nations Unies.

C'est pourquoi mon pays œuvre pour la paix et la sécurité dans sa région depuis de nombreuses années maintenant. Comme on le sait, l'Éthiopie fait partie des pays qui fournissent des contingents aux opérations de maintien de la paix dans la région. Nous participons actuellement à celle qui a lieu au Libéria et nous avons mené à bien la mission au Burundi. Nous avons également déployé nos observateurs en Côte d'Ivoire. Nous estimons que c'est en coopérant étroitement avec d'autres pays membres que les capacités de médiation et de maintien de la paix de l'Union africaine pourront être renforcées et garanties. C'est la raison pour laquelle le Secrétaire général insiste dans son rapport sur la nécessité d'avoir l'appui de la communauté internationale pour intensifier les efforts nationaux et régionaux qui visent à régler les conflits et créer des conditions propices à la paix.

Enfin, permettez-moi de rappeler une fois encore que l'Éthiopie, comme elle l'a fait jusqu'à présent, continuera de participer activement aux activités de l'ONU pour faire de notre monde un endroit plus sûr et plus pacifique.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'État observateur du Saint-Siège.

M^{re} Migliore (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : À l'occasion de l'examen du rapport sur l'activité de l'Organisation, ma délégation voudrait remercier le Secrétaire général et son équipe pour ce rapport détaillé et le travail qu'ils ont accompli.

Comme on l'a souvent dit, la réforme n'est pas un événement mais un processus, et cette année offre une occasion importante de faire en sorte que ce processus se poursuive. À cette fin, nous saluons les efforts du Secrétaire général pour continuer à faire pression en ce sens. La création d'un groupe d'appui à la médiation au sein du Département des affaires politiques est un exemple de la manière dont les structures existantes peuvent être modifiées avec succès pour répondre aux besoins mondiaux. Cela dit, en dépit des progrès réalisés, il reste beaucoup à faire dans des domaines nombreux et divers.

Nous partageons l'opinion du Secrétaire général sur l'importance de la prévention des conflits et la responsabilité de protéger. En même temps, nous voulons insister sur la nécessité d'associer de manière plus explicite et efficace les domaines de la sécurité et du développement. L'absence actuelle de progrès en matière d'aide au développement et de réforme du commerce menace la sécurité et le bien-être de tous. Par contraste, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) promet des avancées économiques, la réduction de la pauvreté, un recul du terrorisme et une plus grande harmonie sociale.

Lors de conférences et de réunions récentes sur le désarmement, ma délégation a fait part de sa profonde inquiétude devant la stagnation des négociations multilatérales sur la question et sur la non-prolifération. Le système des Nations Unies dans son ensemble doit saisir cette occasion de reconnaître les liens entre désarmement, développement et problèmes humanitaires, et s'engager dans des stratégies et des programmes visant à réduire la demande d'armes et la violence armée.

Dans le domaine de l'aide humanitaire, la création du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et le système innovant de coordination groupée constituent des changements importants dans le système d'aide humanitaire existant. Ma délégation en suivra de près l'évolution avec intérêt. Dans la coordination des secours humanitaires, l'ONU doit continuer de jouer un rôle moteur en trouvant un équilibre entre l'autonomie des acteurs de

la société civile et la nécessité d'apporter une aide efficace aux plus vulnérables.

Ma délégation souscrit à l'observation contenue dans le rapport selon laquelle des progrès notables ont été réalisés dans le domaine de la prévention, du traitement et des soins en matière de VIH/sida. Néanmoins, si la pandémie semble maîtrisée dans certains pays, beaucoup d'autres États semblent presque impuissants face à la propagation du VIH/sida. Nous ferions bien de nous attaquer à cette question par des initiatives plus focalisées, en nous inspirant par exemple des mesures spécifiques prises dans le domaine de la dette extérieure au profit des pays pauvres très endettés. Une concentration de nos ressources financières, logistiques et humaines permettrait aux pays les plus gravement touchés par le VIH/sida de porter un coup d'arrêt à ce fléau et de renforcer l'espoir que l'humanité finira par venir à bout de cette pandémie dans le monde entier.

Bien que des efforts accrus soient nécessaires pour honorer tous les engagements pris en 2005, il est important de comprendre la portée de ces engagements. Le Document final du Sommet mondial de 2005 est un document soigneusement négocié et bien rédigé qui s'est efforcé d'équilibrer des positions très marquées. Il est par conséquent de la plus haute importance qu'en l'appliquant, nous veillions à préserver ce délicat équilibre. À cette fin, il faut réaffirmer que nos dirigeants ont estimé qu'assurer l'accès à la médecine procréative d'ici à 2015, comme indiqué au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général, était plus un moyen d'atteindre l'objectif de réduction de la mortalité maternelle qu'un objectif en soi.

Enfin, nous espérons sincèrement que la présente session de l'Assemblée générale continuera de donner corps aux engagements pris et que l'ONU pourra poursuivre sa transformation en une institution prête pour les défis du XXI^e siècle.

La Présidente (*parle en anglais*) : En vertu de la résolution 54/195 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999, je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources.

M. Baghwat-Singh (Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources) (*parle en anglais*) : Le rapport sur l'activité de l'Organisation est toujours un document détaillé qui donne une vue d'ensemble des activités et programmes des Nations Unies. L'Union mondiale pour la conservation de la

nature et de ses ressources (UICN) s'arrêtera sur les questions liées à l'environnement et à la conservation.

L'Assemblée générale a exprimé sa préoccupation face à la lenteur et à l'inégalité des progrès réalisés dans l'élimination de la pauvreté et elle a réaffirmé l'engagement international de progresser plus efficacement dans la réalisation des objectifs fondamentaux du développement économique en mettant l'accent sur la mise en œuvre d'un partenariat mondial pour le développement. Toutefois, la plupart des États n'ont pas relayé véritablement cet engagement, puisqu'ils ont très peu évoqué les préoccupations écologiques au cours des deux semaines du débat général.

L'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) se félicite de tous les engagements pris en faveur du développement, mais elle insiste sur le manque actuel d'engagements en faveur de l'environnement et sur l'absence de toute notion d'urgence dans le respect de ces engagements. De ce fait, les progrès déjà lents ont été freinés encore davantage par des facteurs tels que la fréquence et l'ampleur accrues des catastrophes naturelles et des conflits. L'UICN demande donc instamment à la communauté internationale de s'engager plus fortement et plus rapidement encore en faveur de l'élimination de la pauvreté et de l'amélioration de l'environnement, qui sont fondamentales pour assurer et accroître le bien-être général et le développement économique des pauvres.

L'UICN souhaite que l'ONU envisage de prévoir de nouveaux mandats pour les grandes questions relatives à l'environnement. Les accords intervenus lors des consultations officielles organisées durant la soixantième session de l'Assemblée générale sur le cadre institutionnel des activités liées à l'environnement au sein du système des Nations Unies, portaient notamment sur des propositions visant à consolider la coordination, améliorer les orientations politiques, approfondir les connaissances scientifiques, renforcer le respect des traités et mieux intégrer les activités liées à l'environnement dans le développement économique au niveau opérationnel. L'UICN encourage la mise en œuvre de ces idées pour appuyer les mandats qui pourraient être confiés en vue de répondre aux grands intérêts écologiques.

En outre, l'UICN attend avec intérêt les prochaines recommandations du Groupe de haut niveau, formé par le Secrétaire général, sur la

cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les questions environnementales telles que les ressources en eau, la désertification, le commerce, la biodiversité, les ressources naturelles, le changement climatique et la déforestation. Elle se félicite que l'on ait reconnu l'importance du renforcement des liens avec la société civile et elle espère que les États et les organisations tiendront compte de ces suggestions dans leurs programmes de travail.

Nous pensons que la viabilité de l'environnement est l'un des principaux piliers de la lutte contre la pauvreté à l'échelle internationale et que la pauvreté ne pourra être éliminée que si les écosystèmes de la planète, qui assurent le bien-être des peuples, sont préservés et gérés comme il convient. L'expérience de l'UICN et de nombreuses autres organisations participant à la conservation et au développement des communautés montre clairement qu'il existe un lien direct entre la santé des écosystèmes et les chances offertes aux plus démunis d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur santé, d'accumuler un patrimoine, de réduire les risques et de mener une vie plus sûre. À l'inverse, la dégradation des terres, la désertification, la pollution, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et l'accès inégal à l'eau et aux écosystèmes productifs sont autant de facteurs associés à la détérioration des conditions de vie des individus. Le développement durable ne pourra être atteint qu'avec une prise de conscience accrue de la nécessité intrinsèque de préserver l'environnement.

L'UICN estime que pour mettre véritablement en œuvre un partenariat mondial pour le développement, les intérêts de l'environnement doivent être pleinement pris en compte dans les politiques et les processus menés à l'appui du développement économique au sein des Nations Unies. L'UICN, qui compte 42 États membres, est le seul organe en mesure d'apporter une contribution aux connaissances et aux compétences scientifiques dont ont besoin les Nations Unies dans le domaine de la conservation de l'environnement. Nos travaux sur l'amélioration des écosystèmes côtiers, nos initiatives en faveur de l'eau et de la nature, le travail que nous effectuons sur les forêts et les paysages, nos stratégies en matière de pêche et notre récente conférence sur la biodiversité dans la coopération européenne en matière de développement mettent tous en lumière la véritable valeur de notre travail.

Nous demandons à l'Assemblée générale de continuer à mettre l'accent sur la nécessité de préserver notre planète et la richesse de ses ressources humaines et naturelles. L'UICN est profondément déterminée à œuvrer pour que la conservation et la gestion des ressources naturelles contribuent plus efficacement à la lutte contre la pauvreté. Nous sommes disposés à soutenir les efforts de l'Assemblée à cet égard.

La Présidente (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, contenu dans le document A/61/1 et rectificatif 1?

Il en est ainsi décidé.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration concernant la décision que l'Assemblée vient de prendre.

M. Dugan (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/61/1) aborde en fait chaque domaine de manière aussi complète que n'importe quel autre rapport. Il contient de nombreux éléments sur lesquels nous pourrions faire des observations, ainsi que d'autres l'ont fait lors de notre examen d'aujourd'hui.

L'Assemblée vient de prendre note du rapport du Secrétaire général. Le fait que l'Assemblée ait pris note de ce rapport ne doit pas être perçu, contrairement à ce qui est souvent le cas, comme une approbation officielle de son contenu et, en particulier, de ses propositions. Ma délégation attire notamment l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 24 du rapport. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la proposition du Secrétaire général, figurant au paragraphe 24, visant à ajouter de nouvelles cibles aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD viennent d'être définis par le Sommet mondial de 2005 comme étant les buts et objectifs de développement approuvés par le Sommet du Millénaire. Ces objectifs ont été définis lors du Sommet mondial de l'an passé et ils ne devraient pas être modifiés.

M. Steeghs (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : En prenant note du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/61/1), l'Assemblée

général a approuvé la recommandation du Secrétaire général tendant à ajouter quatre nouvelles cibles à celles déjà retenues pour suivre les progrès de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, ces cibles ont été convenues par nos dirigeants lors du Sommet mondial de 2005. Selon nous, le Secrétaire général s'était donc déjà vu confier le mandat d'inclure ces engagements dans le cadre en question.

Il y a un consensus international pour reconnaître que les OMD constituent le pacte mondial pour le développement. Ils représentent le cadre dans lequel s'effectue la coopération avec les pays qui sont nos partenaires. Ils représentent un partenariat de pays déterminés à créer les conditions propices au développement et à l'élimination de la pauvreté.

Afin d'évaluer et de surveiller les progrès enregistrés dans la réalisation des OMD, ces objectifs sont matérialisés en termes de cibles et d'indicateurs. Les objectifs, les cibles et les indicateurs devraient

former un cadre général, logique et cohérent pour suivre la réalisation des OMD. Nous avons toujours estimé que le cadre de suivi pouvait et devait être amélioré. Nous estimons que l'intégration de quatre nouvelles cibles, comme l'a recommandé le Secrétaire général, renforcera sensiblement le cadre de suivi. Le plein-emploi et un travail décent et productif, l'accès universel à la médecine procréative, l'accès universel au traitement du VIH/sida et la réduction de l'appauvrissement de la diversité biologique sont cruciaux pour atteindre les OMD.

Nous appuyons donc vigoureusement la recommandation du Secrétaire général et nous espérons que le travail commencera rapidement en vue de définir les indicateurs appropriés.

La Présidente (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 102 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 15.